



Confédération paysanne

Syndicats pour une Agriculture paysanne et la défense de ses travailleur-euses

Communiqué de presse

Bagnolet, le 5 décembre 2024

Pour le revenu paysan, la Confédération paysanne bloque la Bourse de Commerce européenne au Grand Palais à Paris

Près de deux cents paysan-nes de la Confédération paysanne ont bloqué l'inauguration de la Bourse du Commerce européenne au Grand Palais à Paris. Alors que le sommet du Mercosur a lieu ces 5 et 6 décembre, avec en ligne de mire la finalisation de l'accord de libre-échange UE-Mercosur, alors qu'on ne voit pas le bout de la crise agricole, nous avons voulu dénoncer les profiteurs de la dérégulation des marchés. Cette Bourse du Commerce européenne réunit notamment les 4 mastodontes du commerce international des produits agricoles, ADM, Bunge, Cargill et Dreyfus avec tous leurs partenaires.

En déployant une immense banderole « Sauvez les paysan-nes, mangez un trader », nous recentrons le débat sur la spéculation sur les marchés mondiaux qui mettent en concurrence les paysan-nes du monde entier. C'est bien ce système économique injuste qu'il faut remettre en cause pour la rémunération des paysan-nes, pour que le rôle nourricier de l'agriculture soit reconnu à sa juste valeur, dans le respect de la souveraineté alimentaire des peuples.

Les acteurs présents à cette Bourse de Commerce que nous avons pointé du doigt sont des marchands de pesticides, des négociants, des courtiers et traders du marché mondial, des banques d'investissement et certains dirigeants syndicaux, comme le président de la FNSEA, et de grandes coopératives. Leurs pratiques commerciales se font au détriment du revenu paysan, de l'accès au foncier, du renouvellement des générations, de la lutte contre le dérèglement climatique et d'une alimentation de qualité. Privatiser la Nef du Grand Palais et organiser un dîner fastueux à plus de 300 000 euros : nous dénonçons cette indécence vis-à-vis des paysan-nes et de la crise qui les touche.

Face à cette action symbolique et non violente, la préfecture de police a envoyé la Brav-M. Alors que nous quitions les lieux dans le calme, nous avons été violemment nassés, des paysan-nes tabassées et cinq ont été interpellées. Ces violences policières témoignent du deux poids deux mesures qui s'exprime lorsqu'un syndicat agricole dénonce le monde de la finance et ne s'attaque pas à des bâtiments ou agents publics. Mais nous refusons qu'elles éclipsent nos revendications.

Nous appelons avec force à la fondation d'un commerce international équitable qui protège le revenu des paysan-nes d'ici et d'ailleurs, et réponde aux enjeux sociaux et environnementaux de notre siècle. Cela passe par des mesures concrètes que les décideurs politiques doivent avoir le courage d'appliquer :

- L'interdiction d'achat de nos produits en-dessous de notre prix de revient.
- L'établissement de prix minimum d'entrée à l'importation, pour neutraliser la concurrence déloyale et stopper la course au moins-disant social et environnemental.
- La remise en place d'outils de régulation des marchés : lutte contre la spéculation, mécanismes de transparence et de répartition des marges dans les filières alimentaires, gestion des volumes, stockage public...
- La sortie des accords de libre-échange.

Le projet de la Confédération paysanne est un projet agricole et de société qui permet à 99% des paysan-nes du monde agricole et à nos territoires un avenir désirable et constructif.

Contacts :

- Laurence Marandola, porte-parole nationale : 06 31 66 10 83
- Sylvie Colas, secrétaire nationale : 06 70 31 90 71
- Caroline Nugues, chargée de communication : 06 95 29 80 78